

L'ÉDUCATION À LA PAIX/LA POLITIQUE DE LA PAIX

Dans un document intitulé *"Peace Studies: A Critical Survey"*, Caroline Cox et Roger Scruton, deux auteurs britanniques, prétendent que les ouvrages didactiques utilisés dans le cadre de l'éducation à la paix manquent d'"impartialité" et présentent des opinions politiques "défavorables aux intérêts nationaux . . . et favorables aux Soviétiques".⁹ Après une analyse de l'enseignement dispensé dans les écoles britanniques sur le thème de la paix, ils constatent, par exemple, que la plupart des ouvrages critiquent le gouvernement britannique et ne parlent que très peu de la Russie, si ce n'est pour dire que les Soviétiques souhaitent la paix autant que n'importe quel autre peuple. Cox et Scruton proposent de limiter l'enseignement à des matières telles que les mathématiques, les sciences ou la géographie "qui comportent un ensemble de connaissances communicables", car selon eux, les jeunes n'ont ni l'expérience ni la faculté cognitive voulues pour faire la différence entre éducation et endoctrinement.

Quant à eux, les adeptes de l'éducation à la paix soutiennent que le système éducationnel actuel n'est pas "impartial" parce que les manuels tendent à promouvoir des vues nationalistes. Dans une étude parue en 1981 sur l'évolution des recherches faites sur la paix au cours des vingt dernières années, Hakan Wiberg cite des études montrant que l'enseignement de l'histoire aux États-Unis, par exemple, est loin d'être neutre.¹⁰ Wiberg a en effet constaté que les manuels d'histoire glorifient la guerre et les dirigeants nationaux qui la font, alors qu'ils effleurent à peine les répercussions humaines, sociales et culturelles des conflits armés ou l'existence de moyens non violents de résoudre les différends entre pays.

Pour défendre leur point de vue, les partisans de l'éducation à la paix soutiennent que les autorités chargées d'élaborer les programmes d'enseignement peuvent, en consultant des sources d'information valables et en demandant l'avis de spécialistes, faire en sorte que les manuels d'éducation à la paix présentent une *diversité* de points de vue et ne défendent rien qui ne soit pas fondé. Dans ces conditions, l'impartialité ne devrait pas être un problème insurmontable.

John Mack, psychiatre à l'Université Harvard, soutient que les détracteurs de l'éducation à la paix craignent précisément "un traitement impartial" des différentes questions.¹¹ Par exemple, lorsqu'on parle de l'Union soviétique aux élèves, "il faudrait peut-être, par souci d'impartialité, présenter non seulement les données existantes sur le régime politique soviétique, mais encore, expliquer aux élèves comment les dirigeants et le peuple soviétiques con-

çoivent le danger nucléaire, la sécurité, et la menace que représente pour eux la puissance militaire américaine et chinoise". En conclusion, Mack estime que certains s'opposent à l'éducation à la paix par crainte de voir apparaître des ouvrages didactiques qui remettent en question les préceptes fondamentaux de la société dans son ensemble.

Toutefois, Mack exagère peut-être un peu. En fait, derrière le débat sur l'"impartialité", se cache une controverse plus sérieuse concernant le contenu de l'éducation à la paix. Même si Cox et Scruton souhaitent que le thème de la course aux armements disparaisse complètement des programmes scolaires, la majorité des critiques n'ont rien contre la *remise en question* des postulats fondamentaux visant l'autorité et la sécurité nationales, mais ils craignent, malgré tout, qu'on ne soit grandement tenté, dans le cadre de l'éducation à la paix, de préconiser des *solutions* données aux conflits mondiaux étudiés.

Soucieux d'aborder de façon impartiale l'étude des questions de paix et de sécurité, les défenseurs de l'éducation à la paix affirment qu'il est important d'envisager, parallèlement aux points de vue privilégiés par les gouvernements et les organisations internationales (les Nations-Unies, par exemple), l'étude de solutions non gouvernementales pour régler les conflits. Aux yeux de certains critiques, donner des cours sur le mouvement pacifiste équivaut à inciter les élèves à contester la course aux armements. Cette affirmation est dénuée de tout fondement, mais il y a eu des cas où la distinction entre les deux s'est estompée, ce qui a suscité une controverse et des problèmes, tant pour les autorités scolaires que pour les groupements d'éducation à la paix.¹²

Le thème de l'éducation à la paix comporte un autre aspect potentiellement litigieux; certains partisans prétendent en effet qu'il est possible de simplifier l'étude du règlement des conflits et de la mettre à la portée des jeunes en établissant des parallèles entre les conflits internationaux et les conflits sévissant dans une collectivité, voire dans une famille. Certes, il est indéniable que les êtres humains se comportent plus ou moins de la même manière à de nombreux niveaux des relations qu'ils entretiennent, mais les négociateurs qu'on charge de régler un conflit international doivent prendre en compte beaucoup plus de facteurs et d'éléments complexes que les membres d'une même famille, cherchant à régler un différend interne. En outre, à l'échelon international, les négociations se déroulent entre des États souverains, tandis qu'à l'intérieur d'un État, elles sont soumises aux lois et normes régissant le comportement de ses citoyens et influant dès lors, dans une certaine mesure, sur l'évolution et les résultats des négociations. Il est bien